

# L'égalité homme-femme : le défi du XXI<sup>e</sup> siècle

Article de la rédaction GoodPlanet.info, septembre 2016

o



Camps de réfugiés somaliens de Dadaab: école dans le camp de Hagadera, Kenya (0° 0' S – 40°22' E).  
© Yann Arthus-Bertrand

L'égalité homme-femme est loin d'avoir été atteinte, malgré des avancées. En 2015, les femmes composent 49,6 % des 7,3 milliards d'êtres humains qui peuplent la Terre.<sup>[1]</sup> Leur condition économique, sociale et légale varie d'une culture à l'autre, d'un pays à l'autre. Leurs droits ne sont pas toujours identiques à ceux des hommes. La réduction des inégalités hommes-femmes, partout dans le monde, constitue l'un des enjeux du XXI<sup>e</sup> siècle. Mettre fin aux disparités entre les sexes et permettre aux jeunes filles et aux femmes d'être autonomes constitue le 5<sup>e</sup> objectif des Objectifs de Développement Durable mis en place par l'ONU.<sup>[2]</sup>

## Ce que disent la biologie et les sciences sociales

Les hommes et les femmes diffèrent sur le plan morphologique et sur le fonctionnement de leurs organes génitaux, alors qu'ils possèdent un même code génétique. Les humains possèdent 23e paires de chromosomes qui déterminent leurs caractéristiques génétiques et biologiques. Les hommes et les femmes ne possèdent cependant pas la même 23e paire de chromosomes qui détermine leur sexe. Une paire XX donnera un individu de sexe féminin tandis qu'une paire XY donnera un individu de sexe masculin.<sup>[3]</sup> À ces déterminismes biologiques du sexe s'ajoutent des facteurs culturels qui déterminent ce qu'une culture attend de la féminité ou de la masculinité, c'est le genre.<sup>[4]</sup> Les différences biologiques et cultures ne justifient en rien l'absence d'égalité homme-femme.

## **Participation à la vie politique et représentation des femmes**

Pendant longtemps, les femmes ont été tenues à l'écart de la vie publique. À la naissance des démocraties modernes, elles ont été, ainsi que d'autres catégories de la population, exclues du droit de vote. En 1893, la Nouvelle-Zélande est le premier pays où les femmes obtiennent le droit de vote. Tout au long des 19<sup>e</sup> et 20<sup>e</sup> siècles, le combat pour le droit de vote a été porté par le mouvement féministe. Il a parfois été appelé le mouvement des suffragettes. La plupart des pays l'ont progressivement reconnu. Les derniers en date étant le Koweït en 2005, les Emirats Arabes Unis en 2006 et l'Arabie Saoudite en 2011.[\[5\]](#)

A l'heure actuelle, un peu moins d'un parlementaire sur 5 est une femme, dans le monde.[\[6\]](#) Et 17 % des ministres sont des femmes. Le Rwanda est le pays où les femmes sont les plus représentées au Parlement : elles occupent 63 % des sièges à la Chambre Basse. Afin de favoriser leur participation, certains pays ont pris des mesures pour inciter les partis politiques à présenter plus de candidates. Les Nations Unies estiment que 30 % de femmes au Parlement constitue un seuil critique pour assurer la représentation des femmes. Il est atteint dans seulement une quarantaine de pays[\[7\]](#).

## **Disposer de son corps**

Le combat pour l'accès à la politique accompagne d'autres combats pour le droit des femmes, dont celui de disposer de son corps. Dans certains pays ou dans certaines communautés, les femmes ne disposent pas des mêmes droits que les hommes et sont soumises à différentes obligations et à une pression familiale et sociale très forte. Par exemple, elles doivent rester vierges jusqu'au mariage, demander l'autorisation à un membre de leur famille ou un tuteur pour étudier, conduire ou encore se marier. Chaque année, au moins 14 millions de filles et de femmes sont mariées de force dans le monde.[\[8\]](#) A cela s'ajoutent différentes formes de violences subies durant leur existence qui peuvent être d'ordre physique, sexuelles ou psychologique. La peur d'être confrontées au harcèlement, à des violences ou des agressions pousse certaines femmes à éviter les lieux publics et les transports en commun..

En effet, au moins 1 femme sur 3 est confrontée dans sa vie aux violences, qu'elles soient sexuelles ou non, au harcèlement, ou au viol.[\[9\]](#) Celles-ci sont dans une grande majorité le fait d'un proche. Elles peuvent commencer dès l'enfance, avec des mutilations génitales, pourtant interdites dans de nombreux pays. En 2016, 200 millions de filles et de femmes ont subi une forme de mutilation génitale féminine ou d'excision dans 30 pays. Dans la plupart de ces pays, la majorité des filles ont été mutilées avant l'âge de 5 ans.[\[10\]](#)

Assurer une descendance, faire naître et élever les enfants figurent parmi des attentes traditionnelles du rôle des femmes. Même si la maternité ne s'oppose pas à la conduite d'une vie émancipée avec un travail, toutes les femmes n'ont pas la possibilité de décider d'une grossesse. Parfois privées d'éducation sexuelle, plus de 220 millions de femmes n'ont pas accès aux contraceptifs, ce qui accroît le risque de grossesses non-désirées. [\[11\]](#)

Aujourd'hui, parmi les 1,5 milliard de femmes en âge d'avoir des enfants qui vivent sur notre planète, 60% ont le droit d'avorter. L'accès à l'interruption volontaire de grossesse dépend fortement de la législation des pays : ces 20 dernières années, 4 pays ont restreint le droit à l'avortement tandis qu'une trentaine d'autres l'ont élargi. [\[12\]](#) Le droit à l'IVG suscite encore de nombreux débats entre les opposants, au nom du droit à la vie, et les partisans de ce droit pour des raisons de santé, d'éthique ou de choix personnel. Celui d'éviter une grossesse non-désirée à un moment précis. Un décès de femme enceinte sur 10 est dû à un avortement effectué en dehors du système de santé.[\[13\]](#) Le Fonds des Nations Unies pour la population a constaté un recul du taux d'avortement

au niveau mondial, de 35 pour 1000 femmes en 1995 à 29 pour 1000 femmes en 2008. Ce fonds estime qu'il est possible de diminuer le recours à l'avortement en améliorant l'accès au planning familial, ce qui éviterait 54 millions de grossesses non désirées et 26 millions d'avortements. [\[14\]](#)

Ailleurs, des campagnes massives de stérilisation forcées ou des politiques restrictives, notamment en Inde et en Chine, privent les couples de la possibilité de faire plus d'enfants. Ces politiques ont provoqué de nombreux abandons et infanticides, le plus souvent au détriment des filles. Ce qui conduit à un déséquilibre démographique entre les sexes dans certaines régions d'Asie où avoir un garçon reste privilégié. Le « manque de femme » alimente le trafic d'êtres humains. Le droit de disposer de son corps figure aussi au centre du débat sur l'autorisation ou l'interdiction de la prostitution dont le statut légal varie selon les pays.

### **Une égalité homme-femme à atteindre dans de nombreux secteurs**

Tout au long de leur existence, les femmes font face à des inégalités qui commencent dès l'école, qui se poursuivent dans le monde du travail qu'il soit professionnel et ou domestique et dans les revenus. Les mesurer, première étape avant de tenter d'y remédier, s'avère complexe.

Le Programme des Nations Unies pour le développement (UNDP) a créé l'Indice d'Inégalités de Genre (IIG), qui mesure ces inégalités dans 150 pays. [\[15\]](#) Il prend en compte le taux de mortalité maternelle et le taux de fertilité des adolescentes, la part de sièges parlementaires occupés par des femmes et la part de femmes et d'hommes adultes ayant atteint au moins un niveau d'éducation secondaire, ainsi que le statut économique exprimé en participation des femmes au marché du travail. Plus l'IIG se rapproche de 1, plus les inégalités entre les sexes sont importantes dans le pays concerné. La Slovaquie est première au classement avec un score de 0,016 tandis que le Mali affiche un score de 0,677, c'est le pays où les inégalités entre les sexes sont les plus importantes. Les pays présentant une inégalité de genre élevée présentent également une répartition plus inégale du développement humain. [\[16\]](#)

La réduction des disparités passe par l'éducation et l'école. Environ les deux tiers des pays des régions en développement ont atteint l'égalité des sexes dans l'enseignement primaire. Toutefois, de nombreuses filles ne vont pas à l'école. Elles représentent 57 % des 104 millions d'enfants non scolarisés. Les causes de cette situation sont multiples : préférences et stéréotypes culturels favorables aux garçons, poids des travaux ménagers et pauvreté.

Aujourd'hui, sur les 860 millions d'adultes analphabètes, deux tiers sont des femmes, ce qui les pénalise pour l'accès à l'emploi et les maintient dans la pauvreté. Les femmes représentent près de 70% de personnes vivant sous le seuil de la pauvreté, c'est-à-dire avec moins d'un dollar par jour. Les filles obtiennent de meilleurs résultats à l'école que les garçons et ce à tous les niveaux. Néanmoins, elles n'accèdent pas à des postes ni à des revenus équivalents à ceux des hommes. De plus en plus de métiers leur sont désormais ouverts, y compris ceux des armes.

Dans la plupart des pays, le salaire des femmes atteint 70 à 90 % de celui des hommes. [\[17\]](#) De plus, 1 femme sur 2 exerce un emploi précaire. Pour de multiples raisons, les femmes n'ont pas les mêmes opportunités professionnelles que les hommes. Cela se traduit concrètement par des revenus plus faibles pour un poste équivalent, ainsi que par la difficulté à accéder à des emplois et des postes à responsabilité. Néanmoins, la proportion de femmes siégeant aux conseils d'administrations ou exerçant des fonctions d'encadrement progresse. Elles continuent à faire face à des préjugés ou des barrières invisibles comme le « plafond de verre », ou à un manque de reconnaissance de leurs diplômes et compétences par rapport aux hommes. Moins d'1 chef d'entreprise sur 5 dans le monde

est une femme. Dans les grands groupes mondiaux, à peine 5 % des PDG de grandes entreprises sont des femmes.<sup>[18]</sup>

Si l'on éradiquait toute forme de discrimination envers les travailleuses et les cadres de sexe féminin, la productivité des travailleurs pourrait faire un bond de 40 %.<sup>[19]</sup> Pourtant, il est possible de changer les mentalités, de faciliter la conciliation des vies familiales et professionnelles des femmes grâce à des mesures comme des aides sociales à la maternité, une législation qui empêche les employeurs de pénaliser les femmes enceintes et les mères, des dispositifs de garde d'enfants,.

Dans la sphère domestique, les tâches ne sont pas réparties équitablement entre les hommes et les femmes. Le cumul des activités professionnelles et domestiques, parfois appelé « double journée », a pour conséquence que les femmes disposent de moins de temps libre que les hommes. Même si la répartition des tâches domestiques tend à s'équilibrer au sein des foyers avec la plus grande participation des hommes et le développement d'appareils électroménagers et de services. Cette répartition reste encore en défaveur des femmes. La liste se montre longue : le ménage, la cuisine, s'occuper des enfants, l'aide aux devoirs ou encore la lessive. Dans certaines régions en développement, la corvée d'eau ou de ramassage du bois de chauffe incombe majoritairement aux femmes et aux enfants, cela prend plusieurs heures par jour.

#### **Encadré : LE VIOL COMME UNE ARME DE GUERRE**

En Syrie, la répression menée par Bachar al-Asad s'est accompagnée de campagnes d'humiliation ainsi que de viols des femmes et des prisonniers. Des témoignages font état de femmes et de fillettes violées devant leur famille. Aujourd'hui, le groupe État islamique ou Daech recourt au viol. Il enlève des femmes pour les revendre comme esclaves sexuelles. Ces crimes ont pour objectif de briser des vies et des communautés, de porter atteinte à l'honneur dans les cultures où la virginité des femmes doit être préservée. Les conséquences de ces viols sont dramatiques, puisqu'ils provoquent des grossesses non désirées, des crimes d'honneur et des suicides. Loin d'être un acte isolé, le viol peut constituer une arme et une stratégie délibérée. Au Congo, au moins 200 000 femmes ont été violées depuis 1998. Durant le génocide au Rwanda, en 1994, de 100 000 à 250 000 femmes ont été violées. Et 60 000 viols ont été comptabilisés dans l'ex-Yougoslavie. « *La violence sexuelle dans les conflits doit être traitée comme un crime de guerre : cela ne peut plus être considéré comme un dommage collatéral malheureux* », affirme Zainab Hawa Bangura, chargée à l'ONU de la question des violences sexuelles commises en période de conflit. Depuis 2008, la résolution 1820 de l'ONU reconnaît que la violence sexuelle peut constituer un crime contre l'humanité. Pourtant, ces sévices sexuels sont rarement reconnus par les tribunaux.

#### **Encadré : ÉDUQUER LES FEMMES**

Éduquer les femmes, c'est remédier à une injustice – l'inégalité des sexes –, mais c'est aussi lutter contre deux problèmes de notre monde : la surpopulation et la pauvreté. Aujourd'hui, 64 % des 860 millions d'adultes analphabètes sont des femmes, et 57 % des 104 millions d'enfants non scolarisés sont des filles. Les causes de cette situation sont multiples : préférences et stéréotypes culturels favorables aux garçons, poids des travaux ménagers, pauvreté, etc. Dans un monde en forte croissance démographique, toutes les études montrent que le facteur le plus important qui détermine le taux de fécondité des femmes n'est ni leur niveau de revenu, ni la scolarisation des hommes, mais leur niveau de scolarisation. Les femmes qui sont allées à l'école ont tendance à se marier plus tard, sont davantage susceptibles de recourir à la contraception et préfèrent des familles plus réduites. Par ailleurs, la baisse de la fécondité – si elle est très élevée au départ – contribue au développement d'une nation. Car quand les parents ont moins d'enfants, ils peuvent mieux s'occuper d'eux, davantage « investir » dans leur éducation et leur santé. Cela permet donc d'assurer

aux générations futures un meilleur cadre de vie et de meilleures opportunités économiques. Éduquer les femmes, c'est aussi lutter contre la pauvreté : selon l'UNESCO, chaque année d'étude supplémentaire dans la scolarité féminine augmente le PIB par habitant de 4 %.

#### NOTES et REFERENCES

[1] [http://www.un.org/en/development/desa/population/events/pdf/other/10/World\\_Population\\_Projections\\_Press\\_Release.pdf](http://www.un.org/en/development/desa/population/events/pdf/other/10/World_Population_Projections_Press_Release.pdf)

[2] <http://www.un.org/sustainabledevelopment/fr/gender-equality/>

[3] <http://www.who.int/genomics/gender/en/index1.html#>

[4] <http://www.who.int/genomics/gender/en/index1.html#>

[5] <http://www.theguardian.com/global-development/interactive/2011/jul/06/un-women-vote-timeline-interactive>

[6] <http://www.unwomen.org/fr/what-we-do/leadership-and-political-participation/facts-and-figures>

[7] <http://www.unwomen.org/fr/what-we-do/leadership-and-political-participation/facts-and-figures>

[8] <http://www.unwomen.org/fr/news/stories/2013/3/child-marriages-39000-every-day-more-than-140-million-girls-will-marry-between-2011-and-2020>

[9] <http://www.unwomen.org/fr/what-we-do/ending-violence-against-women/facts-and-figures>

[10] <http://www.unwomen.org/fr/what-we-do/ending-violence-against-women/facts-and-figures#sthash.FyZhOfVX.dpuf>

[11] [https://www.unfpa.org/sites/default/files/resource-pdf/FR-SRH%20fact%20sheet-Contraceptive\\_0.pdf](https://www.unfpa.org/sites/default/files/resource-pdf/FR-SRH%20fact%20sheet-Contraceptive_0.pdf) et <http://www.unfpa.org/fr/planification-familiale>

[12] <https://www.monde-diplomatique.fr/cartes/avortementlegal> et

[13] <http://www.unfpa.org/fr/foire-aux-questions>

[14] <http://www.unfpa.org/fr/news/comment-le-monde-t-il-chang%C3%A9-ces-20%C2%A0derni%C3%A8res-ann%C3%A9es%C2%A0#sthash.LrHMYBRT.dpuf>

[15] <http://hdr.undp.org/fr/composite/GII>

[16] <http://hdr.undp.org/fr/content/lindice-din%C3%A9galit%C3%A9s-de-genre-iig>

[17] <http://www.unwomen.org/fr/what-we-do/economic-empowerment/facts-and-figures#sthash.elvFYxAK.dpuf> et <http://www.unwomen.org/fr/news/stories/2015/4/press-release-new-report-from-un-women-unveils-far-reaching-alternative-policy-agenda>

[18] [http://www.ilo.org/global/about-the-ilo/newsroom/news/WCMS\\_334889/lang-fr/index.htm](http://www.ilo.org/global/about-the-ilo/newsroom/news/WCMS_334889/lang-fr/index.htm)

[19] <http://www.unwomen.org/fr/what-we-do/economic-empowerment/facts-and-figures>

- See more at: <https://www.goodplanet.info/encyclopedie/2016/09/22/legalite-homme-femme/#sthash.ekCYagZk.dpuf>